

La nouvelle direction du Labour, menée par l'insipide Keir Starmer, a lancé dès son arrivée une offensive généralisée contre la gauche du parti. Après avoir tenté d'exclure Jeremy Corbyn pour des motifs totalement fallacieux, voilà qu'elle a exclu en août dernier le grand cinéaste socialiste Ken Loach. Cela en dit long sur ses objectifs politiques.

*

Le congrès annuel ("Conference") du parti travailliste britannique aura eu lieu dans quelques jours du 25 au 29 septembre dans la ville de Brighton. Ce congrès a vocation à légitimer et asseoir la direction à la tête du parti depuis avril 2020, la situation sanitaire ayant perturbé et retardé l'organisation des procédures et démonstrations cérémonielles habituelles au cours dix-huit derniers mois. C'est donc l'occasion pour le dirigeant du parti, Keir Starmer, d'obtenir la pleine validation formelle et symbolique de son orientation, et de sa personne même, depuis son élection. Enjeu politique central dans ce contexte : la confirmation ou non au poste de secrétaire général du parti, de David Evans, choisi par Starmer et également aux commandes depuis avril 2020. L'exclusion du Labour du cinéaste Ken Loach, survenu au milieu du mois d'août, intervient d'abord en lien avec cette échéance.

L'exclusion de Ken Loach

Commençons par les circonstances et le motif de cette mesure qui à elle seule en dit long sur cette conjoncture politique immédiate. L'exclusion de Ken Loach est ce qui s'appelle, en bon langage bureaucratique travailliste, une « *auto-exclusion* » (ou « exclusion automatique ») : selon le règlement interne du parti (chapitre 6.1.2), tout membre qui rejoint, ou soutient un.e candidat.e autre que travailliste, ou une organisation politique autre que le Labour, ou qui se présenterait contre un.e candidate du Labour, perd « automatiquement » tout droit de rester membre du Labour. Contrairement aux procédures disciplinaires, l'« *auto[matic]-exclusion* » ne passe donc par aucune procédure interne particulière, ne fait l'objet d'aucune consultation par les instances nationales, n'autorise ni appel, ni défense.

K. Loach est tombé sous le coup d'une « auto-exclusion » pour avoir exprimé sur un réseau social sa solidarité avec quatre petites organisations internes au Labour, qui venaient elles-mêmes d'être exclues, jugées « toxiques » et « venimeuses » (« *toxic* », « *poisonous* ») parce que « d'extrême gauche » ; l'une pour avoir contesté les accusations tous azimuts d'antisémitisme, l'autre pour avoir accueilli des membres du parti déjà exclus afin de défendre leur réintégration, telles autres pour leur socialisme et leur marxisme avérés.

Cette exclusion de Ken Loach signale donc plusieurs choses en même temps. Elle est à l'image d'une intense intense entreprise d'expulsion et de démoralisation de tout ce qui ressemble ou s'apparente à la gauche au sein du parti : les dirigeants du Labour n'ont pas même la prétention hypocrite de ménager leur célébrité socialiste dont l'adhésion maintenue permettrait encore d'entretenir le simulacre d'un parti ouvert et divers, et de se mettre ainsi à l'abrit des les accusations d'hyper-factionnalisme droitier et sectaire.

L'exclusion il y a un an, sur des motifs totalement frauduleux, de Corbyn lui-même, avait déclaré la guerre ouverte. Celle de Loach nous indique qu'elle fait maintenant rage et donne une juste idée de son ampleur. On purge à tours de bras et il faut que ça se sache (« faut qu'ça saigne » disait l'autre), quitte à piétiner ouvertement procédures internes, à

brandir deux doigts en direction des recommandations émises par le rapport pourtant tant révéé de l'Equality and Human Rights Commission (EHRC) ; quitte à sombrer dans le dérisoire le plus risible et la confusion la plus crasse. Les exemples se disputant la palme du grotesque sont maintenant légions et ne cessent d'émerveiller, à l'image de ce courrier signifiant leur « auto-exclusion » à des militant.es et prenant pour preuve rédhibitoire de leur trahison du parti le fait d'avoir cliquer le « like » de messages facebook émis par certains des groupes déjà exclus fin juillet.

Mi-septembre, Jess Barnard, présidente de l'organisation de jeunesse, Young Labour, recevait tard dans la nuit un mail envoyé au nom du comité exécutif national du parti, la notifiant d'un avis enquête interne à son encontre pour avoir contesté en ligne des propos transphobes. Quelques jours plus tard, la députée de gauche Kate Osborne recevait un avis similaire pour non-respect de la réglementation interne: dans un tweet, Osborne avait écrit « *Solidarity !* » à sa collègue Rebecca Long-Bailey, proche de Corbyn, et ministre de l'éducation du gouvernement d'opposition, et que Starmer venait de débarquer pour encouragement au « complotisme antisémite » en guise de rhabillage de leur divergence politique tenace face à la politique scolaire de Johnson durant la crise sanitaire (Long-Bailey avait partagé un tweet politique de l'actrice Maxine Peake dans lequel, entre autres, Peake faisait un rapprochement entre les circonstances de la mort de George Floyd et les techniques policières israéliennes).

Une offensive généralisée contre la gauche du parti

Face aux réponses de Barnard et d'Osborne et leur menace de recours en justice, les avis furent promptement annulés au prétexte qu'il s'agissait « d'erreur ». L'explication ne risquait pas de convaincre : des personnels du parti ne fouillent pas dans des historiques de tweets « par erreur » pour rédiger et envoyer des avis disciplinaires « par erreur ». Le harcèlement et l'intimidation des militant.es ordinaires va manifestement moins de soi lorsque l'on a à faire des personnes plus visibles et plus immédiatement à même de se défendre sur le terrain juridique. Plus évidemment encore, ce genre de chasse aux tweets incriminants avaient été pratiqué en masse pendant l'été 2016 contre des dizaines milliers de nouveaux et nouvelles adhérent.es. Le but était de leur interdire la participation au vote interne pour la direction du parti suite à la tentative d'éviction de Corbyn par les membres du parti parlementaire travailliste (en dépit du fort mandat obtenu par Corbyn quelques mois plus tôt seulement). A l'époque, les cadres et des personnels de direction du parti étaient allés jusqu'à modifier les conditions de participation pour empêcher 130 000 personnes qui avaient rejoint le parti au cours des mois précédents de participer à ce scrutin. Par plus d'« erreur » en 2021 qu'en 2016.

Pas de répit cependant pour ce militant ordinaire, Graham Durham, exclu début septembre pour avoir exprimé son souhait que le congrès soit l'occasion d'une contestation de la direction de Starmer par d'autres candidat.es^[1], revendication qui pourtant fut celle de parlementaires travaillistes très impatientes de se débarrasser de Corbyn quelques années plus tôt. Mais il y a bien plus pittoresque encore. Le parti s'en est pris un membre pour avoir critiqué le désaccord d'un autre membre avec certains points du programme travailliste des législatives de décembre 2019 : la défense polémique par le premier de la proposition de gratuité du haut débit et de la semaine de quatre jours aurait relevé de la discrimination contre une croyance différente (de personnes, donc, « *who don't believe in a four-day working-week and giving people free broadband* »), ces préférences

revendicatives étant alors *de facto* érigées au rang de « caractéristiques protégées »[2].

L'absurdité ne tue pas (toujours). Quelle chance.

On pense encore à ces « preuves » à charge et motifs « d'auto-exclusion » que constituent désormais un post Facebook dans lequel tel militant a signalé son intérêt pour « Britain's Road to Socialism », le programme du PC, pour avoir partagé un post du Scottish National Party (SNP) contre la visite de Boris Johnson en Ecosse, ou pour une pancarte du SWP visible dans une photographie de manifestation (où il y a toujours beaucoup de pancartes du SWP) utilisée en en-tête d'un compte Twitter[3].

Ces derniers mois, outre la pluie de notifications individuelles (enquêtes, suspensions, exclusions) nombres de permanents régionaux du parti sont intervenus dans la vie des sections locales pour éteindre toute vie démocratique du Labour à la base: réunions ou assemblées générales sommairement annulées ou ajournées, participant.es exclu.es de réunions en ligne, suspension collectives de sections entières, modifications des ordres du jours, interdictions prononcées contre des projets de motions de soutien à Corbyn, interdiction depuis le sommet de mise en discussion du rapport de l'EHCR de 2020 sur l'antisémitisme (en stricte contravention des garanties données par le règlement interne),....[4]

Reste encore la longue liste des avis de suspension, d'enquête, d'« auto-exclusion » assenés aux militant.es juives et juifs à la gauche du parti, pour « antisémitisme ». L'assaut avait commencé sous Corbyn. Il se poursuit avec des efforts redoublés depuis dix-mois. L'organisation socialiste JVL (Jewish Voice for Labour) est une cible récurrente de ces attaques. Et sans surprise, on ne trouve personne dans les principaux médias britanniques pour dénoncer cette prise à parti systématique de militant.es juives et juifs, mais, il est vrai, socialistes, anti-colonialistes et solidaires de la cause palestinienne, notamment.

Blinder l'appareil du parti pour restaurer une orientation néolibérale

La première conséquence politique de cette obstruction systématique a été l'obstacle mis à la désignation régulière, par les sections locales, des délégués de congrès, aux nominations de candidat.es à des responsabilités internes, aux débats sur des propositions de motions ou de modifications des règles de fonctionnement du parti[5]. Or, il y a trois priorités au moins pour la gauche à ce congrès : obtenir la mise à l'écart définitive du secrétaire général, le droit des sections de base à choisir démocratiquement leur candidat.e parlementaire (« *open selection* »), et l'imposition au parti parlementaire de rendre des comptes formels devant le congrès. Voilà qui serait autant d'acquis nécessaires et encourageants.

L'exclusion de Loach, après celle de Corbyn, vise donc à assurer la démoralisation générale d'une gauche du parti par ailleurs systématiquement affaiblie sur le plan organisationnel et dans sa capacité à intervenir sur l'orientation du parti lors du congrès de la fin septembre. Mais il est vrai, comme l'a déclaré un jour[6] l'encore secrétaire général, David Evans : « la démocratie représentative devrait, autant que possible, être abolie dans le parti travailliste ». De la sorte, l'esprit *réactionnaire* au sens strict, liquidateur fébrile des années Corbyn, se donne une chance d'obtenir le plébiscite qu'il espère.

Concernant le grand cinéaste socialiste, il vaut la peine de rappeler que cette hostilité n'est pas nouvelle. On observe d'ailleurs là, pour ainsi dire, le dénouement ultime d'une guerre d'usure menée contre lui depuis des années : accusations d'antisémitisme et de négationnisme, campagne (2018) et pétition pour dissuader l'Université Libre de Bruxelles de lui attribuer le titre de Docteur honoris causa. Quelques années plus tôt en Grande-Bretagne, en réaction aux films de K Loach sur l'Irlande et la tyrannie et les crimes de l'ordre colonial britannique[7], des journalistes du *Times* ou du *Daily Telegraph* n'avaient pas hésité à écrire que Loach, promoteur du terrorisme de l'IRA, était pire encore que la propagandiste hitlérienne Leni Riefensthal, ou que, de la même manière qu'il n'est pas nécessaire de lire *Mein Kampf* pour savoir qu'Hitler était un salaud, il n'était pas plus nécessaire d'aller voir les films du cinéaste.[8]

Il faut néanmoins rappeler, même trop brièvement, qu'à travers cet épisode se prolonge une histoire à peu près aussi ancienne que le parti travailliste lui-même. Le Labour est un assemblage contradictoire de forces (politiques, syndicales) réunies non pas dans un esprit de compromis et de tolérance mutuelle, mais dans une adaptation contrainte et précaire à un système électoral qui ne laisse guère de chance aux forces non-intégrés aux deux formations politiques dominantes. La hargne dirigée contre Corbyn fut précédée par celle dont un Tony Benn ou un Nye Bevan avait déjà été les cibles dans l'après guerre et dans les années 1970-80. La nouveauté de Corbyn dans cette histoire tenait au fait qu'il était le premier représentant de la gauche socialiste à accéder à la direction du parti et donc à se trouver en situation de devenir premier ministre. La lutte pour la préservation des prérogatives de l'élite travailliste parlementaire contre les revendications démocratiques de contrôle du parti par sa base a laissé derrière elle bien des traces d'affrontements impitoyables.

En cela, Starmer et Evans ne se contentent pas de restaurer un blairisme totalement décati et s'inscrivent dans la trajectoire plus longue d'un conformisme travailliste atlantiste, ardemment anti-communiste, colonialiste et militariste (comme le savent si bien les habitants de bien des régions du monde, des plantations de caoutchouc malaisiennes au Guyana). L'exclusion de Ken Loach signale une étape apparemment nouvelle cependant : la direction actuelle paraît s'être fixé pour seul et unique objectif politique l'élimination pure et simple de la gauche du parti.

Cette offensive, sous la bannière de la haine anti-Corbyn, est désormais la seule orientation du parti identifiée, claire et défendue avec détermination, en transgression des règles internes mêmes du parti si nécessaire. La ministre des affaires étrangères du gouvernement d'opposition est récemment allée jusqu'à déclarer qu'elle était prête à aller faire campagne dans la circonscription même de Corbyn afin de chasser définitivement celui-ci du parlement : une vraie perspective porteuse d'espoir et une vraie urgence après 150 000 décès dus à la pandémie, et un signe tellement fraternel en direction de millions de gens qui se sont reconnus dans la politique comme la personnalité de ce dirigeant.

Fini le parti « *broad church* », la pluralité des chapelles, tel est le message et la priorité du jour. Le tandem Starmer-Evans aura donc, dans le cas présent, purgé non seulement le parti travailliste d'une figure emblématique, au prestige international, des courants socialistes au sein du Labour, mais ce faisant, c'est toute la norme bi-partite réactionnaire britannique qui s'en trouve purifiée. Un service rendu à la nation officielle toute entière, en quelque sorte.

Le Labour en crise

Reste quand même à savoir quel peut être le calcul en cours ? Face au cynisme clientéliste désastreux du gouvernement Johnson dans la gestion de la crise sanitaire, ses agressions terribles contre le monde du travail, l'accroissement des toutes les formes de la misère, du désespoir et de l'abandon social vécus par des secteurs entiers de la société britannique, l'opinion ne devrait-elle pas naturellement finir par se retourner ? En outre, les victoires passées de Blair n'ont-elle pas démontré que l'on pouvait se passer d'un parti nombreux et politisé, capable de dynamiser et développer les mouvements sociaux et à même de défendre de nouvelles avancées démocratiques ? De toutes toutes ces choses si inconvenantes et si dangereuses pour la tranquillité du parti parlementaire travailliste, il est urgent de se passer. Un parti moutonnier, docilement plébiscitaire, doit bien suffire, c'est la sagesse même.

Les choses semblent devoir tourner fort mal, toutefois, du point de vue même de la direction actuelle. Le départ d'environ 120 000 adhérent.es depuis plus d'un an, et les riches donateurs qui ne se manifestent toujours pas, se sont rapidement traduits par de graves difficultés financières : la décision a été prise au milieu de l'été de licencier quatre-vingt dix employés (le quart du personnel). Les passagers de cette charrette ne semblent pas avoir bien saisi cet engagement visionnaire de Starmer : faire de la G-B « *the best place to work* ». Une grève a donc été votée à 75 % contre ce plan de licenciement (lui-même accompagné d'un jargon managérial émanant du secrétariat général confinant à l'auto-parodie[9]).

Le trou dans la caisse promet de devenir béant maintenant qu'un certain nombre d'organisations syndicales et pas des moindres (Unite, GMB, CWU, FBU, RMT) envisagent au mieux, de réduire leurs contributions, toujours si cruciales pour le parti, au pire, la désaffiliation pure et simple. C'est le cas notamment du BFAWU, lié au labour depuis 1902, dont le secrétaire national, Ian Hodson, était lui-même menacé « d'auto-exclusion » pour ses liens avec l'une des quatre organisations exclues fin juillet. On a bien lu : le Labour entend donc exclure sans appel le dirigeant national d'une organisation syndicale constitutionnellement liée au parti, participant à son financement et à la vie de ses instances, pour simple lien avec un groupe de militant.es du parti.

A ces plaies auto-infligées s'ajoutent des résultats électoraux humiliants dans d'anciens bastions travaillistes lors des élections partielles de l'année écoulée, et des sondages accablants pour le Labour et la personne même de Starmer que les médias ont pourtant accueilli avec tant de ménagement.

Les priorités politiques du principal parti « d'opposition » sont devenues un mystère même pour le commentariat le plus bienveillant, au point de virer à la blague nationale : dans un entretien TV d'une émission très suivie, à la question de savoir ce que le Labour défend aujourd'hui, Jon Ashworth, ministre de la santé du gouvernement d'opposition, répond : « Oui, nous avons nos réunions du *shadow cabinet*, mais..., mais... ce sont des réunions *confidentielles*.. »[10]. Compte tenu de ce qui précède, les communiquants du parti ont su faire preuve d'un remarquable esprit d'à-propos en choisissant le nouveau slogan du parti fin août dernier : « *Win The Future* », soit, Labour « *WTF* » ...

Résumons. A la veille du congrès du Labour, l'exclusion de Ken Loach doit attirer notre attention sur la purge massive et l'entreprise de démoralisation en cours de tout ce qui s'apparente à la gauche dans le parti. C'est à ce titre qu'elle constitue un fait significatif et

qui en l'occurrence, est sans lien explicite avec les accusations d'antisémitisme (qui bien sur font partie du décor).^[11] Cet accès de fièvre donne la mesure de la panique induite par la récente poussée de la gauche. Le moment est donc bien celui de la *réaction*. Ces luttes internes sont anciennes comme le Labour (parti de plusieurs partis), mais semblent atteindre un seuil qualitatif inédit.

Le Labour du tandem Starmer-Evans a donc bien une boussole : la gèneflexion inconditionnelle et auto-flagellante après les années de menaces effroyables sur l'ordre des convenances politiques du Royaume. Ce Labour a bien une ligne : l'accompagnement du charlatanisme jovial de Johnson sur la quasi-totalité des sujets, à quelques ajustements rhétoriques près, le tout au nom d'une « opposition » constructive et responsable ; « opposition » qui va jusqu'à saluer les dernières rododromades militaristes et néo-impérialistes en Mer de Chine, en dépit des immenses dangers qui en découlent.

Reste à compter qu'un tel parti n'arrive jamais au pouvoir vu son intolérance fièrement revendiquée, son mépris carabiné pour toute pratique démocratique en son propre sein et pour toute règle élémentaire de droit. Un tel risque demeure lointain cela dit. Reste alors surtout à espérer que la gauche britannique sous toutes ses formes existantes parviennent à retrouver une cohésion organisationnelle durable quand les sujets de luttes deviennent aussi littéralement vitaux qu'à présent : santé, santé mentale, climat, pauvreté (des seniors, des enfants, au travail,..), le tout sur fond feutré de férocité impérialiste jamais démentie. Certaines acquis lors de ce congrès, en dépit des forts vents contraires, pourraient constituer un signal favorable.

*

Cet article est d'abord paru dans [L'Anticapitaliste](#).

Photo: Chris Payne / Cornerhouse / Flickr / CC BY-NC-ND 2.0

Notes

[1]<https://twitter.com/GrahamDurham/status/1435549475439788033>

[2]<https://skwawkbox.org/2021/09/11/labour-tells-member-it-considers-political-disagreement-a-hate-crime/>

[3]Exemples tirés de <https://labouroutlook.org/2021/03/29/evans-left-purge-the-abuse-of-auto-exclusion-by-labours-hq/> .

[4]Au sein du labour, le groupe socialiste, Jewish Voice for Labour, a recensé un grand nombre d'exemples de ces manœuvres d'obstruction : <https://www.jewishvoiceforlabour.org.uk/article/labours-activist-base-is-being-gutted-from-within/>

[5]Au moment où l'on écrit ces lignes, la majorité de gauche au comité exécutif national du grand syndicat Unison, sous secrétariat général droitier, découvre que ses motions n'ont pas été transmises en amont du congrès

[6] Alors qu'il était secrétaire général adjoint, sous Blair, entre 1999 et 2001

[7] « Secret défense » (Pris du Jury, Festival de Cannes 1990) et le « Vent se lève » (Palme d'or, Festival de Cannes 2006).

[8] Rappelé dans, Ken Loach (avec la collaboration de F. Barat), *Défier le récit des puissants* [2014] trad. F Barat, Indigène Editions, 2017, p.33 & 34.

[9] <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/labour-starmer-jobs-cut-election-b1904088.html>

[10] « Good Morning Britain », 19 mai 2021

[11] Contrairement, donc, à ce que l'on a pu lire dans nombre de titres de presse français dont le propos - à la fois réducteur et erroné - s'est cantonné à la seule exclusion de K Loach en ramenant l'affaire sur le terrain de l'antisémitisme. Mais faut-il être surpris quand au « Monde » ou à « Marianne », par exemple, on ne sait toujours pas épeler le nom de l'ex-leader de l'opposition ? Distorsion, quand tu nous tiens.